

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Prix : moindre contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et légère hausse de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en juillet

Réserves de change : forte croissance des réserves de change en juillet

Activité économique : contraste entre la poursuite de la normalisation de l'offre et la reprise lente de la demande interne

Crédits et masse monétaire : la croissance du crédit ralentit en juillet alors que les autorités resserrent la relance de l'économie

Immobilier : poursuite du rebond du marché immobilier en juillet

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Banques : les banques commerciales chinoises ont enregistré une forte baisse de leurs bénéficiaires nets au premier semestre à cause du Covid-19

Banques : Baoshang Bank déposera son bilan et liquidera ses actifs restants

Marché obligataire : la Chine pourrait supprimer l'exigence de notation de crédit pour les obligations négociées en bourse

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relation US – Chine : les exportations hongkongaises à destination des Etats-Unis vont être labélisées « Made in China »

Relations US – Chine : la première évaluation semestrielle de la mise en œuvre de l'accord de phase 1 reportée

Défense commerciale : la Chine lance une enquête antisubventions à l'encontre de certains polymères en provenance des Etats-Unis

Défense commerciale : la Chine décide de continuer à imposer des droits antidumping sur les importations de fibres optiques monomodes en provenance d'Inde

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Climat des affaires: le Conseil des Affaires de l'Etat a publié une circulaire visant à stabiliser le commerce extérieur et les investissements entrants en Chine

Climat des affaires : résultats de l'enquête annuelle du US – China Business Council

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Energie / marchés carbonés : la ville de Shenyang (province du Liaoning) prépare le lancement de son marché carbone

Développement durable : tenue de la troisième réunion conjointe contre le commerce illégal de faune et flore sauvages

Développement durable : le Conseil des affaires d'Etat précise les mesures d'extension de l'interdiction sur dix ans de la pêche sur le bassin du Yangtsé

Infrastructures : de nouveaux projets d'infrastructures pour développer la connectivité du port de Tianjin et la région du « Jing-Jin-Ji » autour de Pékin

Spatial : système spatial chinois de positionnement Beidou totalement opérationnel



ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Hubei : les autorités annoncent de nouvelles mesures de soutien à la relance

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

HONG KONG

Situation économique : les mesures de distanciation sociale sont prolongées jusqu'au 18 août ; les subventions salariales versées aux employés du secteur privé atteignent 5,6 Mds USD.

Tensions sino-américaines : le Trésor américain a annoncé des sanctions individuelles à l'encontre de 11 officiels hongkongais et chinois, dont la Chef de l'Exécutif de Hong Kong.

Aérien : Cathay Pacific a annoncé une perte record de 1,3 Md USD au 1^{er} semestre 2020 ; L'aéroport de Hong Kong a indiqué la reprise du transit aérien pour les avions en provenance de Chine ; Greater Bay Airlines a demandé un certificat d'exploitant aérien en juillet auprès de l'autorité de l'aviation civile de Hong Kong.

Méto : MTR a enregistré une perte de 42,8 M USD au 1^{er} semestre 2020.

MACAO

Tourisme : les demandes de visas touristiques reprendront le 26 août pour les résidents du Guangdong, et le 23 septembre pour ceux originaires des autres provinces de Chine.

TAIWAN ([ici](#))

TSMC : plus de 100 ingénieurs débauchés par des entreprises chinoises

Assurance : rachat de Prudential Life Insurance par Taishin Financial Holdings

Finances : les banques taiwanaises enregistrent une baisse de leurs bénéfices à l'étranger de 34% sur les 6 premiers mois de l'année

CONJONCTURE

Prix : moindre contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et légère hausse de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en juillet

L'évolution de l'IPP confirme la tendance à une moindre contraction, à -2,4% en juillet contre -3,0% en juin. La moindre contraction du sous-indice du secteur extractif (-7,1% en juillet contre -10,5% en juin) et des matières premières (-6,9% en juillet contre -8,5% en juin) explique cette évolution. Pour mémoire, le taux de croissance de l'IPP s'infléchit nettement depuis juin 2018, date à laquelle elle atteignait +4,7%. Cette contraction signale une demande en baisse pour la production industrielle et une diminution des profits pour le secteur manufacturier.

L'IPC a enregistré une légère augmentation de son rythme de progression, passant de +2,5% en g.a. en juin à +2,7% en juillet. L'augmentation s'explique par l'évolution des composantes volatiles - hausse des prix du porc (+85,7% en juillet contre +81,6% en juin) liée à la reprise des activités de restaurations ; des légumes (+7,9% en juillet contre +4,2% en juin) en lien les inondations survenues en Chine du Sud. L'objectif d'inflation pour 2020, fixé par les autorités lors des assemblées législatives de mai, est de +3,5%. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) revient à +0,5% à fin juillet, alors qu'elle oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010.

Réserves de change : forte croissance des réserves de change en juillet

D'après les données publiées par la SAFE le 7 août, les réserves de change ont fortement augmenté de 42,1 Mds USD (+1,4% en g.a.) en juillet, passant de 3112 à 3154 Mds USD. Cette variation est imputable aux effets de valorisation résultant des mesures d'assouplissement monétaires dans les principales économies mondiales et de la dépréciation du dollar de 4% sur la période face aux principales devises.

Activité économique : contraste entre la poursuite de la normalisation de l'offre et la reprise lente de la demande interne

En juillet, la croissance de la production industrielle (en valeur ajoutée) se stabilise à +4,8% en g.a.. Concrètement, la production industrielle du secteur manufacturier connaît une forte croissance de +6,0% en juillet contre +5,1% en juin, alors que celle du secteur minier se contracte de -2,6% en juillet. Si les ventes au détail en valeur rebondissent nettement par rapport à juin, elles continuent d'enregistrer une contraction (de -1,1% en juillet contre -1,8% en juin). Cependant, certains services comme la restauration, enregistrent une situation durablement déprimée (-11,0% en juillet). Hors secteur automobile qui connaît une forte augmentation de +12,3% des ventes au détail, les ventes au détail générales reculent de -2,4% en juillet.

Entre janvier et juillet, la contraction des investissements bruts en capital fixe est moindre (-1,6% contre -3,1% au S1), notamment en raison des investissements en infrastructures (-1,0% contre -2,7% au S1) ainsi que des investissements immobiliers (+3,4% contre +1,9% au S1). Néanmoins, il convient de noter que les investissements manufacturiers restent encore plongés en enregistrant une forte baisse de -10,2% entre janvier et juillet contre -11,7% au S1. A souligner également le rôle joué par les entités publiques (+3,8% entre janvier et juillet contre +2,1% au S1), alors que les investissements privés se contractent (-5,7% entre janvier et juillet contre -7,3% au S1).

En juillet, le taux de chômage urbain, qui ne reflète qu'imparfaitement la situation réelle du marché du travail, se stabilise à 5,7%. Entre janvier et juillet, les nouveaux emplois créés ont atteint 6,71M, soit une baisse de 1,96M par rapport à la même période de 2019. Pour mémoire, à défaut d'un objectif de croissance explicite, le gouvernement chinois se focalise sur la stabilisation du marché de l'emploi, avec la création de 9M de nouveaux emplois pour l'année 2020, objectif fixé lors des Lianghui (contre 11M en 2019).

Crédits et masse monétaire : la croissance du crédit ralentit en juillet alors que les autorités resserrent la relance de l'économie

Alors que le blocage du Covid-19 a été levé fin février, la PBoC a accéléré la croissance de l'agrégat de financement à l'économie hors administrations publiques (« Total social financing », TSF) - en la faisant passer de 10,7% en glissement annuel en février à 12,5% en mai, soit une augmentation moyenne de 60 points de base par mois. Au cours des deux derniers mois, la courbe de croissance a néanmoins commencé à fléchir - le rythme de croissance n'augmentant que de 30 points de base en juin, maintenant 10 points de base en juillet à 12,9%.

La croissance des nouveaux prêts bancaires s'est stabilisée à +13,3% en juillet. Les banques chinoises ont émis 992,7 Mds RMB (142,5 Mds USD) de nouveaux prêts au cours du mois, soit 63 Mds RMB de moins qu'à la même période de l'année dernière et inférieurs aux estimations de 1200 Mds RMB. Il s'agit de la première baisse en glissement mensuel depuis l'épidémie de Covid-19. Cette évolution s'explique essentiellement par les prêts aux entreprises à long terme (+597 Mds RMB en juillet contre +735 Mds RMB en juin) et à court terme (-242 Mds RMB en juillet contre +405 Mds RMB en juin) ainsi que les prêts aux ménages à court terme (+151 Mds RMB en juillet contre +340 Mds RMB en juin).

Il convient de noter que la croissance des *undiscounted banker's acceptance notes* s'accélère à +8,9% en juillet, soit la première augmentation en glissement annuel depuis juin 2018.

La croissance des dépôts bancaires se ralentit à +10,3% à fin juillet, contre +10,6% en juin, les dépôts des ménages (-720 Mds RMB en juillet contre +2178 Mds RMB en juin) et des institutions financières non-bancaires (-1550 Mds RMB en juillet contre +1445 Mds RMB en juin) s'étant fortement réduits. En revanche, les administrations publiques ont augmenté leur épargne (+487 Mds RMB en juillet contre -610 Mds RMB en juin).

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 s'abaisse également à +10,7% en juillet contre +11,1% en juin.

Immobilier : poursuite du rebond du marché immobilier en juillet

Les investissements immobiliers continuent leur reprise en juillet en enregistrant une croissance de +3,4% entre janvier et juillet contre +1,9% au premier semestre. Les ventes immobilières en termes de superficie vendue et en termes de chiffre d'affaires se sont moins contractées entre janvier et juillet qu'au premier semestre (de respectivement -5,8% contre -8,4% et de -2,1% contre -5,4%).

En juillet, les prix des biens immobiliers résidentiels enregistrent un rebond avec +5,7% en g.a. pour les logements anciens dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) contre +5,2% en juin. Dans les 31 villes de rang 2, la croissance des prix des logements anciens se stabilise à +2,0% en juillet. Dans les 35 villes de rang 3, les prix des logements anciens enregistrent un tassement, de +1,8% en juillet contre +2,0% en juin, soit le 16ème mois consécutif de fléchissement des prix. On observe par ailleurs que le nombre de villes signalant une augmentation mensuelle des prix des logements anciens est en baisse (45 sur 70 en juillet contre 50 en juin).

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Banques : les banques commerciales chinoises ont enregistré une forte baisse de leurs bénéfices nets au premier semestre à cause du Covid-19

Les banques commerciales chinoises ont enregistré une baisse de 9,4% en g.a. de leurs bénéfices nets à 1 000 Mds RMB (143 Mds USD) au premier semestre, reflétant l'impact de la pandémie de Covid-19. Les bénéfices des banques commerciales ont chuté de 28,4% en g.a. au deuxième trimestre. Le ratio des prêts non-performants a augmenté de 0,03 point de pourcentage à 1,94% à fin du deuxième trimestre par rapport au premier trimestre tandis que la couverture des provisions pour actifs risqués a diminué de 0,8 point de pourcentage à 182,4%. Les actifs des banques chinoises ont augmenté de 9,7% au deuxième trimestre à 309 000 Mds RMB.

Banques : *Baoshang Bank* déposera son bilan et liquidera ses actifs restants

Le prêteur régional en difficulté de la Chine, *Baoshang Bank*, déposera son bilan et liquidera ses actifs restants. Les fonds propres des actionnaires initiaux de *Baoshang Bank* et les droits des créanciers non protégés seront liquidés conformément à la loi, a déclaré la PBoC dans son rapport de politique monétaire du deuxième trimestre. Le dépôt de bilan de *Baoshang Bank* marque un développement rare dans le secteur bancaire chinois, car les autorités hésitent depuis longtemps à permettre aux prêteurs de faire faillite par crainte de l'impact social. Seules deux banques ont fait faillite au cours des dernières décennies, la plus récente étant *Shantou Commercial Bank* en 2001.

Pour mémoire, la PBoC a annoncé le 30 avril qu'une nouvelle banque commerciale – *Mengshang Bank*, serait créée pour reprendre *Baoshang Bank* (mise sous tutelle par la PBoC depuis mai 2019 en raison d'un risque de défaut « sérieux »), avec un capital total de 24 Mds RMB. *Mengshang Bank* acquerra tous les actifs, passifs et employés de *Baoshang Bank* dans la région autonome de Mongolie intérieure, et sera gérée conjointement par diverses entités, notamment la *Deposit Insurance Fund Management* (27,5% de participation en tant qu'actionnaire principal) qui a été créée en mai 2019 par la PBoC pour assurer la gestion du fonds de garantie des dépôts et a été dotée d'un capital social de 10 Mds RMB, *Huishang Bank* (16,7%) et le bureau des finances de la Mongolie intérieure (15%). *Baoshang Bank* comptait environ 4,73M de clients, dont 4,67M de particuliers et 63600 clients corporatifs lors de sa reprise. De telles actions ont permis de rembourser 90% des dettes des grands créanciers, a déclaré la PBoC le 6 août.

Marché obligataire : la Chine pourrait supprimer l'exigence de notation de crédit pour les obligations négociées en bourse

Le régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) propose de supprimer l'exigence de notation de crédit obligatoire pour les nouvelles ventes d'obligations de sociétés afin de réduire la dépendance des emprunteurs à l'égard des notations. Les sociétés ne seront plus tenues d'avoir des notations de crédit AAA pour pouvoir vendre les obligations sur les bourses d'échange. Pour les émissions d'obligations dans le cadre de placements privés, les règles resteront les mêmes, permettant aux émetteurs de déterminer s'ils doivent avoir des notations de crédit et de les publier dans des prospectus.

La proposition représente une réponse à une vague de défauts d'obligations d'entreprises au cours des deux dernières années par certaines entreprises bien notées et à des scandales impliquant des fournisseurs de notation en conflit d'intérêts. Le CSRC a déclaré que cette décision était conforme aux tendances du marché et aux pratiques internationales et qu'elle contribuera à améliorer la qualité des notations, à freiner l'inflation des notations et à réduire les conflits d'intérêts entre les fournisseurs de notation et les émetteurs d'obligations. En 2018, il y a eu une vague de défauts de paiement d'obligations par des sociétés, dont certains émetteurs ont obtenu des notations élevées par des fournisseurs de notation nationales. Parmi les 25 nouveaux défaillants de crédit en 2018, dix émetteurs n'avaient pas d'ajustement négatif de leurs notations de crédit avant le défaut, et six émetteurs avaient obtenu des notations de crédit de AA+ l'année précédente, selon les données de la *National Association of Financial Market Institutional Investors* (NAFMII).



Les nouvelles règles ne s'appliqueraient qu'au marché des obligations négociées en bourse, qui est réglementé par le CSRC. Pour le marché des obligations interbancaires, un marché nettement plus vaste et plus liquide réglementé par la banque centrale, les émetteurs devront toujours avoir des notations de crédit. La NAFMII a également appelé à la suppression de ces exigences.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relation US – Chine : Les exportations hongkongaises à destination des Etats-Unis vont être labélisées « Made in China »

D'après un [avis](#) publié au Registre fédéral américain le 11 août, les marchandises produites à Hong Kong et importées aux États-Unis vont devoir être labélisées « *Made in China* » à partir du 25 septembre. Les douanes américaines ont précisé le 12 août que ces marchandises auront toujours comme marque d'origine la mention « HK » et ne seront pas frappées par les droits de douane additionnels résultants de la guerre commerciale.

Cette mesure est plutôt symbolique, Hong Kong étant aujourd'hui un hub logistique de réexportation. Sur les 39 Mds USD d'exportations hongkongaises vers les Etats-Unis en 2019, les biens produits à Hong Kong n'ont compté que 1,2 % du total¹ dont près de la moitié (48,5 % en 2019) étaient des articles de bijouterie.

Les autorités hongkongaises ont par la suite déposé une plainte auprès de l'OMC² accusant l'avis de ne pas être conforme au droit de l'OMC et de porter préjudice aux intérêts hongkongais.

Relations US – Chine : La première évaluation semestrielle de la mise en œuvre de l'accord de phase 1 reportée

D'après [Reuters](#), les États-Unis et la Chine ont retardé l'évaluation de la mise en œuvre de l'accord de phase 1 initialement prévue pour le 15 août, la nouvelle date n'a pas encore été fixée.

Ce report de date serait dû au rassemblement annuel des hauts dirigeants du parti communiste dans la station balnéaire de Beidahe. Cette situation est néanmoins arrangeante pour les deux parties, laissant plus de temps à la Chine d'importer davantage de produits américains, notamment en énergie³.

Larry Kudlow, conseiller économique à la Maison Blanche, avait déclaré la semaine précédente que l'accord de phase 1 « allait bien » et que l'administration Trump était satisfaite des progrès faits par la Chine concernant sa mise en œuvre.

Défense commerciale : la Chine lance une enquête antisubventions à l'encontre de certains polymères en provenance des Etats-Unis

Le 14 août, le ministère du Commerce (MofCom) a lancé une enquête antisubventions contre les importations de polyaryléthers (PPE ou PPO) – une famille de polymères, en provenance des Etats-Unis. Un nombre total de 145 projets du gouvernement fédéral et des Etats fédérés ont été visés par cette enquête.

La semaine précédente, le MofCom avait lancé une enquête antidumping à l'encontre du même produit importé des Etats-Unis.

Selon [l'annonce du MofCom](#), l'enquête devrait se terminer avant le 14 août 2021.

¹ D'après les données du [Census and Statistics Department](#)

² Hong Kong étant un membre distinct de la République Populaire de Chine à l'OMC

³ D'après les sources de Reuters, les sociétés pétrolières d'État chinoises ont récemment réservé des pétroliers pour transporter au moins 20 millions de barils de brut américain pour août et septembre.



Défense commerciale : la Chine décide de continuer à imposer des droits antidumping sur les importations de fibres optiques monomodes en provenance d'Inde

Le 13 août, le ministère du Commerce (MofCom) a [décidé](#) le renouvellement des droits anti-dumping sur les fibres optiques monomodes importées de l'Inde, pour une durée de 5 ans à partir du 14 août 2020. Les taux des droits varient de 7,4% à 30,6%.

La fibre optique monomode indienne est sujette à des droits antidumping depuis 2015.

Retour au sommaire ([ici](#))



CLIMAT DES AFFAIRES

Climat des affaires: le Conseil des Affaires de l'Etat a publié une circulaire visant à stabiliser le commerce extérieur et les investissements entrants en Chine

Le 12 août, le Conseil des Affaires de l'Etat a publié une circulaire sur la stabilisation du commerce extérieur et des investissements entrants en Chine dans le contexte de la pandémie du Covid-19 et du ralentissement de l'économie mondiale.

Parmi les mesures visant à stabiliser les investissements étrangers, le Conseil des Affaires de l'Etat s'est engagé à faire bénéficier les entreprises étrangères des aides financières du gouvernement, dont le programme de prêt de 1500 Mds RMB, aux mêmes conditions que les entreprises chinoises. Un quota de 570 Mds RMB de prêts a également été créé par la China Exim Bank pour les entreprises étrangères. La circulaire énonce également le traitement égal des entreprises étrangères et chinoises en termes de l'utilisation des terrains, de l'énergie, et l'application des standards environnementaux.

Concernant les mesures visant à stabiliser le commerce extérieur, notamment pour faire face aux annulations des commandes, le Conseil des Affaires de l'Etat a appelé à plus d'efforts dans l'aide aux exportateurs, en encourageant notamment l'usage de l'assurance-crédit à l'exportation et par le développement de plateformes d'e-commerce transfrontalier.

[Lire la circulaire](#)

Climat des affaires : Résultats de l'enquête annuelle du US – China Business Council

L'US – China Business Council a publié le 11 août les résultats de son [enquête](#) annuelle, une centaine d'entreprises membres y ont participé.

Concernant l'accord de phase 1, il apparaît selon l'enquête qu'un grand nombre d'entreprises (88 %) ont un point de vue positif sur les perspectives offertes par l'accord, en revanche seulement 49 % ont un point de vue positif à propos de sa mise en œuvre. Seulement 7 % des répondants estiment que les avantages de l'accord de phase 1 l'ont emporté sur les coûts des droits de douanes engendrés par la guerre commerciale.

68 % des entreprises américaines semblent optimistes au sujet de l'environnement des investissements sur les 5 prochaines années, 83 % (+1 point par rapport à 2019) d'entre elles ont classé la Chine en tête ou parmi les cinq premières priorités de leur stratégie mondiale. La part des entreprises ayant ou envisageant relocaliser hors de Chine augmente légèrement (15 % en 2020 contre 14 % en 2019 et 9 % en 2016).

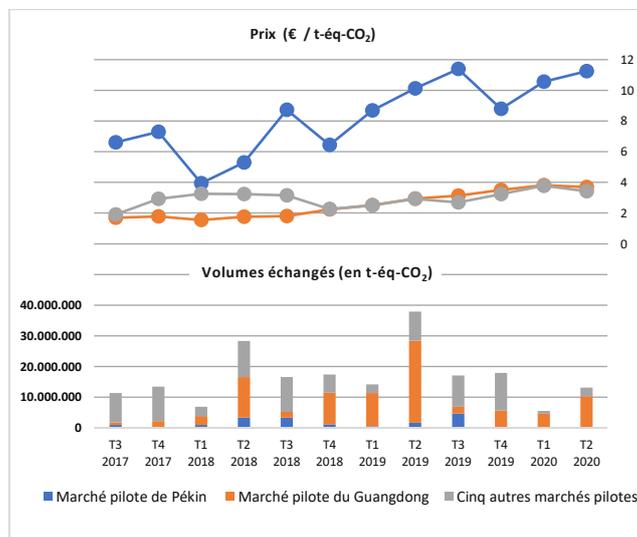
[Retour au sommaire \(ici\)](#)

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Energie / marchés carbonés : la ville de Shenyang (province du Liaoning) prépare le lancement de son marché carbone

La municipalité de Shenyang, capitale de la province du Liaoning (Nord-Est de Pékin), vient de publier un plan de travail pour établir un marché du carbone en plusieurs phases. Le marché, qui devrait être lancé en décembre 2020, devrait inclure jusqu'à un millier d'acteurs participant à horizon 2022. Il devrait également être connecté à un marché d'échanges national à cette même date. Le plan ne précise pas toutes les modalités techniques du marché, tels les quotas d'émissions et les premières entreprises concernées. La province du Liaoning produit env. 8 % de l'acier chinois (statistiques 2017). Selon plusieurs études, les émissions de CO₂ de la province auraient été de 474 millions de tonnes en 2012 (env. 5 % du total national) dont 25 % provenant du secteur de la sidérurgie.

Pour mémoire, il existe actuellement sept marchés carbone pilote en Chine, à Chongqing, au Fujian, Guangdong, Hubei, à Pékin, Shanghai et Shenzhen. Ces marchés sont très volatiles, tant en termes de prix que de volumes d'échange et les prix restent bas. C'est à Pékin que le prix des quotas de carbone est le plus élevé : env. 11,3 € pour une tonne-équivalent-CO₂ au 2^{ème} trimestre 2020, contre 3,7 €/t-éq-CO₂ dans le Guangdong et 3,4 € en moyenne pour cinq autres marchés pilotes. Le volume total d'échanges des sept marchés carbone au 2^{ème} trimestre est de 13 millions t-éq-CO₂ en baisse de 65 % en glissement annuel. Le marché pilote du Guangdong reste le plus actif des sept marchés pilotes : au 2^{ème} trimestre il représente 77 % de l'ensemble des transactions alors que le marché pilote de Pékin ne représente, lui, que 1,5 % du volume global. Le marché carbone national, annoncé officiellement en 2017, n'existe pas encore aujourd'hui.



Développement durable : tenue de la troisième réunion conjointe contre le commerce illégal de faune et flore sauvages

Guangming Daily, un des titres phares du Parti communiste chinois, a fait un reportage sur la tenue début août de la troisième réunion interministérielle entre les 22 autorités chinoises visant à lutter contre le commerce illégal de faune et flore sauvages. Le principe de ces réunions interministérielles sous l'égide de l'Administration nationale des forêts et des prairies (NFGA) avait été décidé par le Conseil des affaires d'Etat en novembre 2016 et la première réunion s'est tenue en 2017.

Lors de cette dernière réunion, la NFGA a présenté les missions restant à mener d'ici à fin de l'année, parmi lesquelles (i) la mise en place de l'interdiction complète du commerce illégal et de la consommation d'animaux sauvages décidée le 24 février par le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (cf. Brèves du SER du 24 février) notamment la reconversion professionnelle et la compensation des agriculteurs qui en faisaient l'élevage ; (ii) l'avancement de la révision de la loi sur la protection des animaux sauvages et de la loi sur la prévention des épidémies animales ; (iii) la publication d'une mise à jour de la liste de la faune et de la flore sauvages à protéger au niveau national et d'une nouvelle liste des animaux terrestres sauvages présentant une « importante valeur écologique, scientifique et sociale » ; (iv) l'établissement d'une plateforme nationale de dénonciation des infractions liées à la faune et flore sauvages et (v) le renforcement de la coordination entre la NFGA, le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales, la Commission centrale aux affaires politiques et juridiques du Parti, le Ministère de la sécurité publique, l'Administration nationale pour la régulation des marchés et l'Administration chinoise du cyberspace.

Par ailleurs, lors de la dernière réunion du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP) le 10 août dernier, la vice-Présidente de l'ANP Mme SHEN Yueyue a diffusé un rapport sur la mise en œuvre de l'interdiction du commerce et de la consommation des animaux sauvages et de la loi sur la protection des animaux sauvages.

Développement durable : le Conseil des affaires d'Etat précise les mesures d'extension de l'interdiction sur dix ans de la pêche sur le bassin du Yangtsé

Le 8 juillet, le Conseil des affaires d'Etat a publié un plan précisant les modalités de l'extension de l'interdiction de la pêche sur le plus long fleuve d'Asie et sur certains de ses affluents. Six mois après l'interdiction de la pêche sur 332 sites du fleuve Yangtsé, les autorités ont présenté une palette de mesures visant à renforcer l'application de cette interdiction, avant l'extension à l'intégralité du fleuve et de ses principaux affluents, prévue au 1^{er} janvier 2021, pour une durée de dix ans.

Ainsi, le Ministère de la sécurité publique a présenté des mesures de lutte contre la pêche illégale, qui continue à être pratiquée malgré l'interdiction depuis le début de l'année. Les autorités concentrent leur action sur trois pratiques en particulier : la pêche d'espèces protégées, la pêche à l'électricité et les filets fixes. Les autorités locales devront en outre collaborer pour établir un recensement des bateaux de pêche présents sur le bassin, procéder à leur destruction et à une compensation financière, selon la taille et le type de bateau, via une nomenclature rendue publique. Le recensement devra permettre également de révoquer les permis de pêche.

L'effectivité de ces mesures sera intégrée à l'évaluation des responsables provinciaux et municipaux ainsi que des chefs de rivières et de lacs.

Pour accompagner ces changements, le Ministère de l'emploi et de la protection sociale a détaillé un plan d'aide à la reconversion pour les pêcheurs du Yangtsé, assorti d'un fonds de reconversion professionnelle. Les pêcheurs les plus âgés seront incités à rester dans le domaine de la pêche (aquaculture, pêche de tourisme, riziculture) ou à se reconvertir dans des secteurs tels que l'aide à la personne. Les plus jeunes se verront proposer des domaines plus divers comme le e-commerce ou l'industrie automobile. Des aides sont prévues pour faciliter le déménagement de ménages installés dans des îles du Yangtsé vivant principalement de la pêche.

Le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales a quant à lui publié une liste de dix cas typiques de pêches illégales dans le bassin du Yangtsé, représentatifs des infractions constatées depuis le début de l'année. Enfin, l'Administration nationale pour la régulation des marchés a quant à elle précisé son plan d'action pour lutter contre la revente de poissons issus de pêche illégales.



Pour mémoire, les ressources halieutiques du Yangtsé font l'objet d'une protection depuis 2003, date à laquelle une période d'interdiction avait été instaurée chaque printemps, pour faire face à la baisse de la quantité et de la taille des poissons pêchés. Devant l'inefficacité de ces mesures pour enrayer le déclin des ressources, la pêche a été interdite à partir du 1^{er} janvier 2020 sur 332 sites du fleuve, avant extension à l'ensemble du bassin au 1^{er} janvier 2021. Les autorités espèrent que cette interdiction totale pendant dix ans permettra au fleuve de retrouver un niveau de biodiversité viable. Notamment, le dauphin blanc du Yangtsé, espèce endémique au fleuve, a totalement disparu au début des années 2000. Un autre cétacé, le marsouin aptère, est lui en danger critique d'extinction selon le classement de l'Union internationale de conservation de la nature. Ce dernier cétacé est également présent ailleurs en Asie du Sud-Est mais la sous-espèce endémique au Yangtsé est la plus menacée.

Infrastructures : de nouveaux projets d'infrastructures pour développer la connectivité du port de Tianjin et la région du « Jing-Jin-Ji » autour de Pékin

La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) et le Ministère des transports ont annoncé un plan de développement des infrastructures logistiques du port de Tianjin (env. 130 km à l'Est de Pékin), pour améliorer sa connectivité avec la région dite du « Jing-Jin-Ji » (région de Pékin, Tianjin et Hebei) et participer ainsi à son plus grand rayonnement international. Le plan prévoit certains objectifs quantitatifs tels le maintien du port de Tianjin parmi les 20 plus grands ports mondiaux d'ici 2025 (actuellement il se place parmi les 10 premiers mondiaux) et le développement du trafic à 22 millions de conteneurs EVP par an (contre env. 16 millions en 2018) puis 30 millions d'ici 2035. Pour ce faire, le plan prévoit une série de mesures pour améliorer la compétitivité et la connectivité du port : construction de nouveaux hubs multimodaux et intermodaux et de nouvelles lignes ferroviaires reliant les régions voisines mais également connectées aux lignes Chine-Europe. En parallèle, le port de Tianjin et ses entreprises seront encouragés à améliorer leur efficacité (numérisation de leurs activités notamment).

Pour mémoire, le développement du transport combiné, de l'intermodalité et de la multimodalité constituent des objectifs de développement majeurs pour les transports en Chine.

Spatial : système spatial chinois de positionnement Beidou totalement opérationnel

Le système satellitaire chinois de positionnement Beidou est désormais totalement opérationnel après le lancement du 59^{ème} satellite de la constellation Beidou-3 le 23 juin dernier. Ce système est complémentaire mais aussi concurrent des systèmes par satellites Navstar GPS (mis en œuvre par les Etats-Unis), Galileo (Union européenne) et Glonass (Russie). Il est complémentaire car les quatre systèmes sont interopérables au sein de certains équipements (positions améliorées par l'utilisation simultanée des signaux venant des quatre systèmes) et concurrent car il est possible de fournir une position (de moindre qualité) par la seule utilisation de Beidou sans GPS américain.

Les applications avec accès gratuit aux signaux Beidou pour la navigation et le positionnement (activités de transports, logistique, surveillance, agriculture, pêches, exploration, cartographie, etc.) avec une précision équivalente au GPS américain – quelques mètres en tout cas dans la région Asie-Pacifique – généreraient déjà globalement plusieurs dizaines de Mds EUR. Par ailleurs, à l'instar des trois autres systèmes satellitaires, Beidou permet aussi à des utilisateurs autorisés (pour la défense et des activités scientifiques) d'accéder à une précision améliorée de l'ordre de quelques centimètres.

Retour au sommaire ([ici](#))



ACTUALITES REGIONALES

Hubei : les autorités annoncent de nouvelles mesures de soutien à la relance.

Le gouvernement de Wuhan a annoncé le 13 août par voie de presse un dispositif de soutien à l'emploi pour les secteurs les plus touchés par la crise liée à l'épidémie de Covid-19. Toute entreprise « fortement affectée » dans les domaines du commerce de détail ou de gros, du transport, de l'hôtellerie et de la restauration, du tourisme et du commerce extérieur bénéficieront jusqu'au 31 décembre 2020 d'une subvention de 500 CNY par mois par employé recruté après le 1^{er} janvier 2018. Le projet de règlement précisant les contours de ce mécanisme n'a cependant pas encore fait l'objet d'une publication. En parallèle, un forum de soutien dédié à la reprise économique dans le Hubei a été organisé les 11 et 12 août à Wuhan, avec la participation de 200 entrepreneurs privés. Parmi les projets annoncés à cette occasion, on relève un investissement de 20 Mds CNY du groupe d'élevage porcin New Hope ainsi qu'un projet de construction d'un nouvel hôpital par le groupe Zall. Les autorités ont recensé 1577 annonces d'investissements d'entreprises privées chinoises dans le Hubei depuis la levée du confinement le 8 avril, pour un montant total de 476 Mds CNY (58 Mds EUR). Ces décisions d'investissement concerneraient notamment les secteurs des semi-conducteurs, des nouveaux matériaux, des biens médicaux, des batteries électriques et de la « manufacture intelligente ».

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

HONG KONG

Situation économique

- *Mesures face au Covid-19*

Avec 558 nouveaux cas et 23 décès au cours de la semaine, **le gouvernement hongkongais a annoncé la prolongation jusqu'au 18 août des mesures de distanciation sociale**, qui comportent l'obligation du port du masque dans les espaces publics extérieurs et intérieurs, la limitation à 2 personnes des rassemblements publics, et la fermeture des lieux culturels et sportifs, des bars, clubs, et des restaurants entre 18h et 5h. Le télétravail reste maintenu pour les fonctionnaires jusqu'au 23 août. Le gouvernement a annoncé que **les subventions salariales versées aux employés du secteur privé dans le cadre de l'Employment Support Scheme s'élèvent à 5,6 Mds USD et couvrent 146 000 employeurs et 1,9 M d'employés**. 99 000 travailleurs indépendants ont également reçu une subvention unique de 970 USD.

Le ministère des transports a indiqué que le service de test gratuit pour les chauffeurs de taxi et de bus sera étendu aux employés des exploitants de ferries, du métro et des tramways à partir du 11 août. Par ailleurs, la Cheffe de l'Exécutif a annoncé le 7 août **l'introduction d'un programme de dépistage universel, volontaire et gratuit «Community Testing Scheme (CTS)» avec le soutien du gouvernement central**, qui pourrait démarrer dans deux semaines.

Tensions sino-américaines

- *Sanctions*

Le 7 août, le département du Trésor américain a annoncé des sanctions individuelles à l'encontre de 11 officiels hongkongais et chinois, dont la Chef de l'Exécutif de Hong Kong Carrie Lam, accusés «d'avoir porté atteinte à l'autonomie de Hong Kong et restreint la liberté d'expression ou de réunion des citoyens de Hong Kong». Les sanctions comprennent le gel de leurs avoirs et la suspension de leurs visas aux Etats-Unis, et l'interdiction pour les entités américaines d'effectuer des transactions avec ces personnalités.

Analyse sectorielle/Entreprises

- *Aérien*

Cathay Pacific a annoncé une perte record de 1,3 Md USD au 1^{er} semestre 2020. Son chiffre d'affaires a chuté de -48,3% à 3,6 Mds USD. Le chiffre d'affaires des activités fret a progressé de +8,8% à 1,4 Md USD et dépasse celui du transport de passagers (1,3 Md USD ; -72,2%).

L'aéroport de Hong Kong a indiqué la reprise du transit aérien pour les avions en provenance de Chine à partir du 15 août, et jusqu'au 15 octobre. A contrario, le transit demeure proscrit pour les avions à destination de Chine. L'aéroport de Hong Kong a repris depuis le 1^{er} juin ses services de transit (hors Chine). Le titre de Cathay Pacific a progressé de +12% le 12 août suite à cette annonce, sa plus forte hausse depuis octobre 2008, et malgré l'annonce de ses résultats du premier semestre.

Un nouveau transporteur aérien, Greater Bay Airlines, a demandé un certificat d'exploitant aérien en juillet auprès de l'autorité de l'aviation civile de Hong Kong. En cas d'accord, elle deviendrait la 5^{ème} compagnie aérienne commerciale de passagers à Hong Kong, après Cathay Pacific, Cathay Dragon, HK Express et Hong Kong Airlines. Greater Bay Airlines, propriété du tycoon de l'immobilier chinois Bill



Wong Cho-bau, qui dirige déjà Donghai Airlines basée à Shenzhen, pourrait opérer son premier vol l'été 2021 et souhaite se concentrer sur le développement de dessertes entre l'Asie du Sud-Est et la Chine continentale.

- *Métro*

MTR, l'opérateur du métro de Hong Kong, a enregistré une perte de 42,8 M USD au 1^{er} semestre 2020, contre un bénéfice de 710 M USD à la même période l'année dernière, sa pire performance depuis son introduction en bourse en 2000. Le trafic passagers a chuté de -37,7% au premier semestre. **MTR a émis le 12 août un Green Bond de 1,2 Md USD** (le plus important jamais émis dans la RAS), d'une maturité de 10 ans, sursouscrit plus de 3 fois.

MACAO

La ville de Zhuhai a repris depuis le 12 août la délivrance de visas touristiques pour les individuels et groupes souhaitant se rendre à Macao. **L'Administration nationale de l'immigration chinoise a également indiqué que les demandes de visas touristiques pourront reprendre à partir du 26 août pour les résidents des autres villes du Guangdong, et à partir du 23 septembre pour ceux originaires des autres provinces chinoises.** Les demandeurs de visa devront présenter un test négatif au Covid-19 obtenu au cours des sept derniers jours et un code de santé «vert». Le gouvernement chinois avait cessé la délivrance de visas touristiques pour Macao depuis le 28 janvier.

Par ailleurs, le gouvernement chinois a également levé le 12 août l'obligation de quarantaine de 14 jours pour les résidents de Macao se rendant en Chine. Ceux-ci doivent présenter un test Covid-19 négatif obtenu au cours des sept derniers jours. Macao a enregistré seulement 46 cas depuis le début de la pandémie et plus un seul depuis juillet.

TAIWAN

TSMC : plus de 100 ingénieurs débauchés par des entreprises chinoises

La presse reprend les allégations du [Nikkei Asian Review](#) selon lesquelles plus d'une centaine d'ingénieurs de TSMC auraient été recrutés, depuis l'année passée, par les sociétés chinoises QXIC et HSMC, grâce à une politique attractive en matière de salaires, pour développer les procédés de gravure 14 et 12 nanomètres. De son côté TSMC, dont le taux de rotation des effectifs se situerait ces dernières années sous les 5%, a réagi en indiquant que le groupe se réservait le droit de prendre des mesures appropriées pour protéger ses droits de propriété intellectuelle. [TSMC prévoit de recruter 5000 nouvelles recrues](#) cette année notamment pour accompagner le développement de ses usines 7 et 5 nm et sa R&D sur le 3 et 2 nm. [La Ministre de l'économie WANG Mei-hua](#) a rappelé pour sa part que le gouvernement avait renforcé le [Trade Secret Act](#) en introduisant la responsabilité pénale afin de mieux protéger l'industrie.

Assurance : rachat de Prudential Life Insurance par Taishin Financial Holdings

Ce rachat d'un montant de 5,5 Mds TWD (187 M USD) annoncé par le [Président de Taihsin, Welch Lin](#), qui doit encore être validé par la Commission de Supervision Financière (FSC), pourrait être financé en partie par la cession des parts du groupe dans la [Chang Hwa Bank](#), qui passeraient ainsi de 22,5% à 19,55%. Prudential Life Insurance est présente à Taiwan depuis 1989, elle est classée 16^{ème} compagnie d'assurance à Taiwan en terme d'actifs et 4^{ème} parmi les assureurs étrangers, avec [une part de marché modeste de près de 0,5%](#).

Finances : les banques taiwanaises enregistrent une baisse de leurs bénéfices à l'étranger de 34% sur les 6 premiers mois de l'année

La presse reprend les statistiques de la Commission de Supervision Financière (FSC) sur les bénéfices dégagés par les banques taiwanaises à l'étranger sur le premier semestre 2020 : leur montant atteint 25,23 Mds TWD (750 M EUR) et [affiche un repli annuel de -34%](#), avec notamment une perte de 5,4 Mds TWD (160 M EUR) sur Hongkong, qui reste néanmoins en tête des places financières étrangères les plus rentables pour Taiwan (15 Mds TWD de bénéfices, soit 60% du total réalisé à l'étranger) devant la Chine (+33% avec 5 Mds TWD) et les Etats-Unis (-46.22% avec 1,8 Md TWD). Le Japon affiche ses plus mauvais résultats depuis 8 ans avec une baisse de 70% par rapport à 2019. Par ailleurs, les banques taiwanaises semblent rencontrer [des difficultés en Asie-du Sud-Est](#) (-67% sur les pays de l'Asean), notamment sur Singapour (qui sort du top 10 avec une perte de 1,4 Md TWD) et les Philippines (pertes de 430 M TWD).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PĒKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Antoine Bernez, Lianyi Xu, François Lemal, Jean-Philippe Dufour, Maxime Sabourin, Odile Huang, Rodolphe Girault

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet